

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

L'ITALIE ET LA SERBIE

Les causes des désaccords entre l'Italie et la Serbie résident dans la différence des points de vue relatifs au partage territorial de la monarchie austro-hongroise ; puis, en partie, dans la situation et le sort de l'Albanie et, par conséquent, dans la position que l'Italie désire prendre à l'avenir dans la mer Adriatique.

Le point de vue serbe, dans cette question, est simple et clair. La Serbie désire et veut que tous les pays où vit le peuple serbe, croate et slovène, peuple de même origine, de mêmes sentiments et de même langue, se réunissent dans un seul Etat libre. Tel est le désir aussi de tout le peuple serbo-croato-slovène et il en a donné des preuves indubitables par la bouche de ses véritables représentants. Le peuple serbo-croato-slovène désire s'unir en un seul Etat non pas en raison de tendances impérialistes, mais pour des raisons psychologiques, culturelles et économiques, étant convaincu qu'il pourra pleinement développer ses aptitudes intellectuelles et économiques uniquement dans son Etat à lui, dans lequel seront réunis tous les membres de notre peuple à trois noms.

Comme raison principale de son entrée dans la guerre mondiale, l'Italie a invoqué le principe de nationalité et l'union en un Etat de toute sa nation. Mais il semble qu'elle ait eu encore deux autres raisons et qui dominent aussi sa politique dans la guerre actuelle. Les deux faits qui, en dehors de principe de nationalité, semblent déterminer la politique italienne sont les velléités impérialistes d'un certain nombre d'hommes politiques et l'illusion du danger serbe dans l'avenir.

Au moment où le gouvernement italien s'est décidé à entrer dans l'action, les dispositions du peuple n'ont pas été les mêmes partout en Italie. C'est pourquoi on a été obligé de montrer au peuple les plus grands résultats possibles que lui apporterait la guerre et de lui prouver, par des faits concrets, les garanties que la guerre fournirait à l'Italie pour son progrès économique et, surtout, pour son futur prestige militaire et politique. On pensait en Italie que ces résultats pourraient être atteints seulement si l'Italie, dans ses traités avec les alliés, s'assurait, en dehors des régions purement italiennes de l'Autriche-Hongrie, d'autres régions qui n'appartenaient ethniquement pas à l'Italie. A cet égard, l'Italie a dû, avant tout, penser à l'Istrie et à la Dalmatie. La raison pour laquelle l'Italie demandait pour elle précisément ces deux régions n'est pas douteuse. Outre le désir d'expansion qui devait tout naturellement trouver satisfaction dans un voisinage le plus proche, le gouvernement italien s'est aussi laissé guider dans ce sens par le courant chauviniste et nationaliste en Italie qui a trouvé, comme justification, des aspirations italiennes sur l'Istrie et la Dalmatie, le fait que la République Vénitienne y avait régné autrefois et que la civilisation italienne a toujours exercé une grande influence sur cette région.

En dehors de ces tendances nationalistes et chauvinistes, on se disait qu'une telle solution de la question istrienne et dalmate satisfaisait les intérêts de l'Italie encore sous un autre rapport, le plus important peut-être. Une telle solution aurait

affaibli dans une très forte mesure l'Etat futur des Serbes, Croates et Slovènes et elle aurait assuré, selon l'opinion des experts militaires et politiques italiens, non seulement des excellentes bases et frontières stratégiques dans un conflit éventuel de l'Italie avec la Yougoslavie, mais aussi la suprématie de l'Italie dans l'Adriatique pour tous les temps.

Le publiciste et homme politique anglais bien connu, M. Seton-Watson, a fait à plusieurs reprises remarquer dans ses écrits que la bataille de Kumanovo a créé un revirement dans la nouvelle histoire de l'Europe. La bataille de Kumanovo, exposait M. Watson, a montré à l'Autriche-Hongrie la force extraordinaire de la Serbie que personne ne supposait et, surtout, pas les spécialistes militaires et politiques austro-hongrois. C'est alors que, pour la première fois en Autriche-Hongrie, on s'est aperçu du danger que représente la puissance inattendue de la Serbie, surtout en raison des aspirations nationales serbes sur des pays englobés par la monarchie des Habsbourg et dont les peuples désirent eux-mêmes la réalisation de l'unité yougoslave. Tout ce qui est arrivé après la bataille de Kumanovo n'a fait que raffermir, auprès des spécialistes politiques et militaires austro-hongrois, la certitude de la force de la Serbie et le grand danger qui, de ce côté, pourrait menacer la monarchie austro-hongroise. C'est pourquoi les facteurs autorisés austro-hongrois étaient décidés à écarter ce danger le plus tôt possible.

Mais si la bataille de Kumanovo, ainsi que tout ce qui l'a suivie, a pour ainsi dire dévoilé le danger serbe à l'Autriche-Hongrie, il semble que l'Italie, elle aussi, a été très étonnée de la force serbe. Les cercles politiques et militaires italiens paraissent être venus à la conviction que l'Italie, elle aussi, pourrait une fois être menacée de ce côté. Mais ce danger serbe paraissait, en ce moment, aux hommes d'Etat italiens encore fort éloigné et lorsque l'Autriche-Hongrie, immédiatement après la paix de Bucarest, voulait lâchement se ruer sur la Serbie, l'Italie a refusé d'une manière chevaleresque de se faire complice d'un tel crime. Mais le fantôme du danger serbe existait déjà alors dans la fantaisie de certains hommes d'Etat et militaires italiens. Cette crainte du danger serbe pour l'Italie est complètement sans fondement, pour ne pas dire ridicule. L'Italie qui, de cette guerre, doit sortir agrandie et nationalement unie, sera forte aussi bien sur la mer que sur la terre à un tel point qu'elle n'aura rien à craindre avec ses cinquante millions d'habitants, sa flotte puissante et son armée nombreuse, de la Yougoslavie, Etat qui, dans le cas le plus favorable pourra compter douze millions d'habitants, brisés par la guerre et les persécutions, avec des régions détruites et incivilisées, Etat presque sans armée et complètement dépourvu de flotte.

Les combinaisons politiques ne se font pas et ne peuvent pas être faites pour cent ans, mais pour un demi-siècle tout au plus. Pour un tel laps de temps les circonstances viennent à changer d'ordinaire sous des rapports si divers qu'il est impossible de faire pour une durée de temps plus longue des combinaisons sérieuses et probables.

D'ailleurs personne ne fait cela. Je suis cependant convaincu, qu'en Italie ne se trouve pas un seul homme qui pourrait se résoudre à croire que l'Etat Yougoslave, vu la situation dans laquelle il se trouvera en tout cas après la guerre, pourrait devenir un rival sérieux de l'Italie sous n'importe quel rapport, pour une durée de plusieurs décades. Mais supposons même cette éventualité, quoique impossible, est-ce qu'alors l'Italie, qui serait sérieusement menacée par la Yougoslavie, ne pourrait dans ce cas trouver toujours des alliés en nombre suffisant parmi les voisins de la Yougoslavie qui verraient dans la Yougoslavie un danger beaucoup plus grand que l'Italie et qui seront toujours disposés à aider celui qui voudrait continuer à l'affaiblissement de la Yougoslavie ?

Or l'Italie doit comprendre qu'en s'emparant des régions slaves, elle ferait de nous nécessairement ses adversaires. Dans de telles circonstances, l'amitié entre nos peuples ne pourrait jamais s'établir. L'Italie aurait dans ce cas, sans y être forcée, un ennemi qui autrement pourrait être toujours son ami et son allié fidèle et sincère. L'Italie léserait le principe de nationalité pour lequel elle-même a combattu et qu'elle a inscrit comme devise sur son drapeau aussi dans la guerre actuelle.

Les points stratégiques ne peuvent servir d'aucun argument. Je conviens que dans certains cas exceptionnels on peut accorder à une puissance étrangère, pour des raisons stratégiques, la possession des points déterminés et ayant un caractère mondial ; ces

concessions ne peuvent dans ce cas se rapporter que strictement aux points déterminés, mais ces points stratégiques ne peuvent en aucun cas comprendre les régions entières. Dans ce cas ce ne sont plus les points stratégiques, c'est l'impérialisme et la politique coloniale et impérialiste. Une telle politique ferait de l'Italie une nouvelle Autriche dans les Balkans avec tous les attributs qu'avait cette dernière et qui lui ont créé la position et le sort que personne ne doit lui envier et l'Italie moins que tout autre. Du reste la valeur des points stratégiques en général s'est révélée nulle dans cette guerre même, car les Etats qui ont demandé et obtenu des points stratégiques, les ont perdus en quelques jours tandis que des autres points non-stratégiques résistaient beaucoup plus.

L'ennemi principal du peuple italien se trouve au nord et cet ennemi, si affaibli qu'il soit dans cette guerre, sera toujours assez fort pour être un danger pour l'Italie. Dans la lutte contre cet ennemi, l'Italie ne pourra pas facilement trouver des alliés. Dans cette question, cependant, les intérêts des peuples serbe et italien sont identiques et demeureront toujours identiques. Si l'Italie réussit à comprendre que par l'abandon des prétentions non fondées sur les régions serbo-croates et slovènes tous les désaccords avec la Yougoslavie seraient écartés, elle préparera par là des bases sûres pour une alliance solide et durable avec le peuple serbe. Car l'amitié et l'alliance avec le peuple serbe seront les meilleurs points stratégiques de l'Italie.

Dr Stanoyevitch,

Professeur d'Histoire
à l'Université de Belgrade.

LES AVEUX DU COMTE ANDRASSY

Le comte Andrassy ne cesse pas de discuter à perte de vue la question de la paix. Il passe d'une revue à l'autre sans changer de thème. Sur 64 pages de la « Revue de Hongrie », son plaidoyer pour la paix ne contient pas moins de 41 pages. Il s'y prodigue en répliques et ne craint point d'attaquer l'adversaire, sachant bien qu'on ne se défend avec succès qu'en prenant l'offensive. C'est un rude assaillant que le comte Andrassy. Il y va en polémique des ongles et des dents, sans compter les feintes et les ruses. Il répond en même temps à M. Bonar Law, à M. Lloyd George et à M. Ribot et prend à partie le président Wilson. Il se donne surtout la peine d'expliquer d'où provient ce mouvement en faveur de la paix qui se dessine nettement en Autriche depuis un certain temps. Il prétend que ce n'est point parce que ses compatriotes se sentiraient battus ou fatigués qu'ils réclament à présent la paix. Ce ne serait pas non plus par crainte d'une révolution intérieure dont ils se sentent menacés. C'est un sentiment d'humanité qui leur dicte leur attitude actuelle. Il est vrai que selon nous ce sentiment leur sera venu un peu tard, mais le principal serait, de l'avis du comte Andrassy, qu'il ne s'agit point d'une manœuvre ou d'un effet de la peur. Cependant, malgré son habileté, le talent de M. Andrassy le trahit parfois et il commet des imprudences en faisant des aveux compromettants. En voici un qui est de nature à lui causer un tort immense. En parlant des motifs qui ont déterminé son pays à déclarer la guerre, il dit :

« A côté du sentiment, il y a des raisons d'ordre politique. Au

début on croyait que la guerre ne serait pas de longue durée, que la décision ne se ferait pas attendre et qu'on aurait une répétition des guerres napoléoniennes ou de la guerre de 1866 ou de celle de 1870. »

Comment cet aveu pourrait-il s'accorder avec l'affirmation qui vient ensuite et suivant laquelle les Autrichiens auraient, pour motif de se battre, la légitime défense ?

Car, lorsque l'on ne combat que pour se défendre, on ne se demande point si la guerre va durer ou non et si la décision se fera attendre. On se bat alors uniquement parce qu'on y est obligé sans se préoccuper de ce qui adviendra. Cet aveu se retourne donc contre son auteur, prouvant que la guerre fut entreprise dans un but de conquête. Ce calcul s'étant montré faux, on dut bientôt reconnaître qu'on s'était fait illusion et on voudrait maintenant se retirer du jeu.

Si M. Andrassy connaissait les rudiments de la discussion internationale, il aurait observé certaines règles, dont la première est : de se tenir, en fait d'excuse, à une seule affirmation, au lieu d'user d'arguments qui se contredisent.

En effet, l'explication concernant la durée de la guerre est bien loin d'accroître la confiance des lecteurs dans les motifs qu'il indique comme ayant poussé l'Autriche à la guerre. Cette fois-ci Andrassy a été la victime de son talent de dialecticien. Voulant trop prouver, il ne prouva rien.

Mais le second aveu du comte Andrassy est encore plus intéressant.

« La vérité sur la question des

responsabilités est que nous étions décidés à affronter une guerre générale plutôt que de supporter plus longtemps les continuelles provocations de la politique panserbienne, le panserbisme menaçant notre existence; il avait occasionné déjà plusieurs mobilisations et des dépenses se chiffant par d'innombrables millions, il mettait directement en cause l'intégrité de la monarchie et agissait sur elle comme un dissolvant. » (sic!)

Le comte Andrassy n'hésite pas à nous reprocher les mobilisations que l'Autriche avait faites pour nous empêcher de protester

contre l'annexion de la Bosnie; contre la violation d'un contrat international grâce à laquelle les deux millions de nos frères devenaient contre leur volonté sujets autrichiens. Il nous fait grief aussi de celle que l'Autriche fit pour nous empêcher de rester à Scutari et d'obtenir l'accès à la mer, cet accès que le comte Andrassy lui-même se déclare maintenant prêt à nous accorder. Nous ne serons point surpris si un jour le comte Andrassy venait nous reprocher d'avoir battu l'armée de Potiorek qui entra en Serbie dans le but de nous « civiliser ».

M. D. M.

LA BULGARIE ET LA PAIX SÉPARÉE

Il résulte des renseignements qui nous parviennent de Bulgarie même, soit par la voie de la presse bulgare, soit par les Bulgares récemment arrivés en Suisse, que les arrangements intervenus entre la Russie et la Quadruple Alliance ont produit dans le pays un grand enthousiasme raffermissant en même temps l'espoir du « triomphe final » de la Quadruple sur l'Entente. On dirait que le peuple bulgare profite de cette occasion pour démontrer une fois de plus les bonnes dispositions et les vives sympathies qui l'animent à l'égard de la cause germanique. Depuis la droite avec M. Tchouchev (narodnik) et Modanoff (progressiste) jusqu'à l'extrême-gauche avec les radicaux, les socialistes et les agrariens en passant par les démocrates de M. Malinoff, sans parler des trois fractions libérales qui gouvernent aujourd'hui le pays, leur désir sincère publiquement proclamé, c'est de voir les puissances centrales arriver à une paix qui leur assurerait la prédominance sur le monde et d'où résulterait la satisfaction complète des aspirations bulgares aussi bien en Macédoine et en vieille Serbie qu'en Dobroudja et en Grèce. Ce sentiment général est dû au culte germanique qui a envahi le peuple tout entier et qui entretient en lui l'amour et la fidélité à l'alliance avec les empires centraux.

Ces réflexions méritent d'être particulièrement soulignées au moment même où la diplomatie bulgare, à l'instar de la diplomatie allemande, et peut-être poussée par celle-ci, cherche à entrer en pourparlers fictifs avec les puissances de l'Entente en vue d'une prétendue paix séparée. Nous avons connu une entrevue qui eut lieu à Thonon les premiers jours du mois de septembre 1917 entre un diplomate anglais et l'archimandrite bulgare Stephan par l'intermédiaire de l'ancien ministre de Bulgarie à Londres, M. Tsokoff, actuellement à Paris, 21, avenue Victor-Hugo. Nous avons connu également les conversations de M. Ancheloff, ancien consul de Bulgarie à Manchester, séjournant toujours dans cette dernière ville, avec M. Passaroff, ministre de Bulgarie à Berne, par l'intermédiaire de M. Kouyoumdjian, ancien consul honoraire d'Angleterre à Philippopolis (Plovdiv). Nous avons eu connaissance d'un entretien qui eut lieu à Ragaz (Suisse) au mois de juillet 1917 entre le publiciste bulgare

Oustabachieff arrivé de Paris comme représentant de M. Tsokoff d'une part, et de l'autre, l'archimandrite Stephan et l'écrivain bulgare Andréitchine. Nous savons en outre les intrigues du ministre de Bulgarie à Washington, Panaretoff et celles du représentant des Etats-Unis à Sofia, M. Murphy, et nous avons appris tout dernièrement qu'un grand industriel d'essence de rose en Bulgarie cherche à entrer en contact avec les milieux américains pour leur « expliquer » la politique bulgare.

Devant ces faits, nous ne pouvons pas nous abstenir de crier encore une fois, et de toute notre voix, « gare à la diplomatie française, à la diplomatie anglaise, à la diplomatie des Etats-Unis ». Les offres bulgares ne sont pas sincères. Elles ne peuvent pas être sincères. Pour ceux qui connaissent le véritable état d'esprit qui règne en Bulgarie et les espoirs sublimes dont le peuple bulgare est nourri par une propagande allemande sans scrupules et sans bornes, à la fois habile et autoritaire, aucun doute que la Bulgarie n'aille avec les empires centraux jusqu'au bout. Nous n'avons pas besoin d'énumérer ici les faits d'ordre matériel, l'envahissement de la Bulgarie par les troupes allemandes, la main-mise économique, la disposition des troupes bulgares-allemandes en Macédoine qui effacent complètement le commandement bulgare et rend la trahison impossible, sans parler des sentiments personnels du tsar Ferdinand, sans mentionner les engagements des gouvernants bulgares et de nombreux politiciens et députés, pour lesquels un relâchement de l'Allemagne constituerait un véritable désastre. Il suffit de rappeler ici qu'il n'y a pas en Bulgarie un seul homme d'état, depuis la droite jusqu'à l'extrême-gauche, qui serait opposé à l'alliance avec l'Allemagne. Une paix séparée de l'Entente avec n'importe quel groupement politique en Bulgarie nécessiterait, tout d'abord, la réalisation complète et absolue de la soi-disant unité bulgare. Se trouvera-t-il un gouvernement allié pour souscrire à un agrandissement de la Bulgarie au dépend de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie? Peut-on supposer l'agrandissement de cette Bulgarie dont l'intervention a prolongé la guerre, a retardé la paix, a provoqué des sacrifices inouïs à l'Entente? Une grande Bulgarie avec son

esprit prussien, une Bulgarie qui, depuis son indépendance ne professe que des idéals de conquêtes et de domination sur les Balkans, lorsque cette Bulgarie se dressera demain avec une population de 9 millions, la paix dans les Balkans ne sera qu'une fiction. Et l'arrogance bulgare sera d'autant plus grande que cet agrandissement aura été consenti par les puissances de l'Entente qui ont proclamé hautement leur désir de reconstituer l'Europe sur la base du Droit et de la Justice.

Pourquoi alors causer avec les représentants officiels du gouvernement bulgare puisqu'il n'y a aucune chance d'arriver à un accord quelconque? Comment la diplomatie de l'Entente ne voit-elle pas que ces concessions faites par l'intermédiaire d'un Tsokoff ou d'un Ancheloff produisent un effet tout contraire: La Bulgarie pense alors que l'Entente n'est pas très sûre d'elle-même et puise dans cette pensée un courage nouveau, redoublant d'énergie pour soutenir la cause germanique et partant sa propre cause. Il faut comprendre une fois pour toujours que la pensée intime du gouvernement bulgare chaque fois qu'il laisse un de ses émissaires parler de la paix séparée n'est autre que de tendre un piège ou de se renseigner sur les véritables dispositions de l'Entente envers la Bulgarie et sa cause. Que la diplomatie de l'Entente ne s'étonne pas si, à la conférence de la paix, le gouvernement bulgare invoque, à l'appui de sa cause, les quelques concessions que certains diplomates anglais, français et américains avaient cru opportun de formuler devant quelques agents bulgares, croyant naïvement que la Bulgarie se laisserait influencer par la douceur. Erreur, trois fois erreur! L'Entente doit parler à la Bulgarie haut et net, avec énergie; elle doit faire comprendre à Sofia que le principe des nationalités s'oppose formellement à l'ensemble des aspirations d'un peuple responsable de tant de crimes. Qu'on ne détourne pas le regard des Balkans où il y a une Bulgarie parfaitement animée d'une haine mortelle contre l'Entente et dévouée, jusqu'aux sacrifices, à l'Allemagne.

LÉON SAVADJIAN,
Directeur de l'Agence Balkanique.

Les femmes serbes aux féministes anglaises

Nous sommes priés de publier la lettre suivante que la Ligue nationale des femmes serbes avait envoyée au parti féministe anglais comme réponse à son manifeste adressé aux femmes des nations alliées:

« Le pas que vient d'accomplir le féminisme en Angleterre avec la loi électorale conférant le droit de vote à six millions de femmes environ, provoque une vive joie dans les milieux de la Ligue nationale des femmes serbes. Notre Ligue est fermement convaincue que, grâce à ce précédent dans la législation anglaise, la Serbie, déjà démocratique de par le caractère même de son peuple, ne tardera pas à suivre l'exemple de sa grande alliée, l'Angleterre, et à fournir ainsi aux femmes serbes la possibilité de contribuer plus efficacement à la victoire finale des Alliés et à la réalisation des principes qu'ils ont proclamés.

« Le manifeste, dans lequel le parti féministe anglais envoie son salut aux femmes des nations alliées, est des plus réconfortant et des plus rassurant pour le peuple serbe. Nous y constatons avec satisfaction que le parti féministe anglais ne se fait pas d'illusions sur les alliés du matérialisme teuton.

« Les femmes serbes rendent hommage à la clarté avec laquelle le parti féministe anglais envisage le principe de justice et de liberté: en effet, la Serbie ne combat pas seulement pour sa restauration, mais en premier lieu pour libérer ses fils Serbes, Croates et Slovènes du joug des Austro-Magyars et des Bulgares, alliés et complices des Allemands.

« Les femmes serbes sont très touchées de la fidélité que jurent les femmes-électeurs britanniques à la Belgique et à la Serbie, et elles leur envoient l'expression de leur plus profonde reconnaissance.

« Considérant que la victoire de l'idée féministe en Angleterre est en même temps une victoire sur l'ennemi commun, la Ligue nationale des femmes serbes envoie au parti féministe britannique son salut le plus cordial et le plus patriotique. »

Le « Mitteleuropa » une réalité!

Tout le monde a reconnu le caractère menaçant du plan des Empires Centraux de former un bloc économique baptisé du nom de « Mitteleuropa ». Aidés par la décomposition russe, les Impériaux s'efforcent sérieusement de réaliser à présent ce que les idéologues ont annoncé il y a quelque temps. Le Mitteleuropa économique sous forme d'une union douanière est en voie de devenir une réalité. Voici les faits:

Le 7 courant à la grande commission du Reichstag allemand le directeur aux Affaires Etrangères, Johannes, a annoncé que les gouvernements allemand et austro-hongrois préparent une union douanière entre l'Allemagne et la Double Monarchie. Donnant une explication des pourparlers économiques à Brest-Litovsk et notamment de la future application de la clause de la nation la plus favorisée, Johannes a dit ceci:

« Du côté de l'Allemagne un nouveau fait est intervenu: Nous avons annoncé (aux Russes) que nous devons nous réserver le règlement spécial de nos rapports avec l'Autriche et avec les autres pays, avec qui nous concluerons une union douanière. » (Vossische Zeitung 8. I.)

Ajoutons que les bons Russes de Léningrad dont Johannes dit avec malice que « ces Messieurs bien qu'ils soient extraordinairement intelligents et éduqués, ne possèdent pourtant que des notions menues dans le domaine de l'administration pratique » — se sont déclarés prêts à reconnaître dans les grandes lignes, « les relations spéciales qui existent entre la nation allemande et l'Autriche-Hongrie ».

Cette réserve faite à Brest-Litovsk ne se prête à aucune interprétation équivoque. Elle est claire. Il s'agit de l'union douanière non seulement avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, mais probablement avec d'autres pays « indépendants » de la Russie décomposée que l'Allemagne vou-

FEUILLETON

Les Conférences de M. ANDONOVITCH

M. Andonovitch, professeur à l'Université de Belgrade, vient de terminer une série de conférences sur la Macédoine, faites ici à Genève, les 3, 10 et 17 février.

Dans son introduction, M. Andonovitch a donné un aperçu général de la situation balkanique en montrant la différence entre la politique des Serbes et celle des Bulgares pendant les dernières décades. Tandis que les premiers soutenaient le principe des Balkans aux peuples balkaniques, les Bulgares, eux, saisirent la première occasion pour amener dans la péninsule les conquérants étrangers de même que les Grecs de Cantacuzène amenèrent autrefois les Turcs d'Asie pour combattre contre les Serbes.

Aujourd'hui comme alors, l'ingérence des peuples étrangers dans les affaires balkaniques ne pouvait être que fatale aux nations balkaniques. Aveuglés par la haine, les Bulgares semblent avoir oublié les leçons du passé. De tous les envahisseurs de la Serbie, prétend M. Andonovitch, les Bulgares sont ceux dont l'agression s'affirma avec le plus de cynisme. Tandis que les Austro-Allemands tâchèrent de donner à leur pénétration un semblant de justification prétendant qu'ils viennent pour « organiser et civiliser » la Serbie, les Bulgares eux, avouent cyniquement qu'ils n'ont guère d'autre souci que de supprimer leurs voisins et leurs adversaires en déclarant qu'il n'y a pas de place dans les Balkans pour plusieurs nations.

Passant en revue les différentes périodes de l'histoire des peuples balkaniques, M. Andonovitch n'eût pas grand-peine à démontrer, d'après les documents dont la valeur semble être indiscutable le caractère purement serbe de la population de la Macédoine.

Pour ne citer que des arguments dont la vérification est à la portée de tous, M. Andonovitch a retenu l'attention de son auditoire sur le contenu du *Neues Conversation Lexicon* de Y. Mayer, édition de 1867, qui renferme l'affirmation suivante: que l'empereur byzantin Héraclius, en 638, assigna la Macédoine comme domaine aux Serbes, une branche des Sarmates, et qui passant à travers la Mésie supérieure vinrent s'établir à cet époque en Macédoine.

Chose curieuse dans l'édition récente du même *Lexicon* on ne trouve plus ce passage relatif à l'immigration serbe en Macédoine.

Dans la nouvelle biographie générale publiée à Paris, 1861, on trouve aux pages 256, 59 et 258 les lignes suivantes: « Se défiant de leur bonne foi (il s'agit des Avars), l'empereur Héraclius permit en 620 à des peuples slaves, les Croates et les Serbes, de s'établir dans la partie de l'empire compris entre l'Adriatique, le Danube et le Hemus (Balkans).

La grande Encyclopédie, pages 1133-1146, sous le titre « Héraclius empereur byzantin » (610-641): « Deux autres peuples slaves les Croates et les Serbes furent les instruments de sa prévoyance politique. Du nord des Carpathes il les attira au-delà du Danube en leur offrant à ceux-là (aux Croates) la Dalmatie d'où ils délogèrent les Avars; à ceux-ci (aux Serbes) la Mésie supérieure, la Dacie inférieure, et la Dardanie entièrement dépeuplées.

M. Andonovitch, faisant un résumé des faits historiques exposés par lui conclut:

I. — Que dès le IIIe et le IVe siècle on trouve sous les noms des Slaves, les Serbes dans toute la région comprise sous le nom d'Illyricum et que ces Slaves s'appelèrent eux-mêmes Serbes ou encore Wendes (ce dernier nom se rapportant aux Slaves du Nord) comme on en trouve d'ailleurs la confirmation dans l'histoire générale de Lavisse et Rambeau.

II. — Que l'immigration serbe du VIIe siècle s'étendit sur toutes les régions, depuis le Danube jusqu'à la mer Egée, en y comprenant la Vallée de Kossovo et celle du Vardar.

III. — Que la Dacie habitée par les Serbes comprenait la région qui s'étendait à l'est jusqu'au fleuve Isker, englobant les villes de Sofia et de Kusterdil.

IV. — Que d'après les sources bulgares et l'histoire des Bulgares de Yiritchek, ceux-ci restent confinés jusqu'à l'année 800 entre le Danube, le Balkan, le fleuve Osma et la Mer Noire ne dépassant pas le fleuve Isker à l'ouest.

V. — Que la domination provisoire des Bulgares sur la Macédoine n'a laissé aucune trace de culture dans ce pays vu le caractère purement militaire de cette domination.

VI. — La rivalité entre les Bulgares et les Serbes pour la possession de la Macédoine fut définitivement décidée à l'avantage des Serbes par la bataille de Kusterdil (28 juin 1330). (Jschirkov, professeur de géographie à l'Université de Sofia, « Les confins occidentaux des terres bulgares », p. 25.)

VII. — Que c'est aux Serbes que les Turcs prirent la Macédoine à la bataille de Kossovo 1889 et que c'est aux Turcs et non aux Bulgares que les Serbes la reprurent en 1912.

M. Andonovitch passe ensuite à certains arguments linguistiques prouvant qu'un grand nombre des localités macédoniennes portent les noms et les dénominations provenant du mot serb, tel par exemple Serbians, Serbze, Serbiza, Serphidje (Serbie), tandis qu'il n'y a guère de localités portant les noms qui auraient leur racine dans le mot bulgare.

Ce qui donne à la démonstration de M. Andonovitch une valeur particulière, c'est que M. Andonovitch lui-même est d'origine macédonienne et par conséquent le plus autorisé à parler de l'origine et du caractère de son pays natal.

draît attacher à son territoire économique.

Ces derniers temps les délibérations économiques se succèdent avec une vitesse inaccoutumée chez les Centraux. Le président du Conseil hongrois Wekerlé, et Wimmer, ministre des Finances autrichien, après les pourparlers poursuivis à Vienne, se sont rendus à Berlin où ils ont conféré avec les personnages compétents. Tout porte à croire que ces conférences ont trait à l'Union douanière ce dont la presse hongroise se fait l'écho. Les organes des agrariens et des industriels magyars s'intéressent vivement aux pourparlers de Berlin. Bien que Wekerlé ait déclaré que le but de son voyage est de régler certaines affaires relatives à la question monétaire, la presse magyare croit savoir que le véritable but est l'arrangement économique qui aboutira à une union douanière. Les industriels et leurs organes ont donné le signal d'alarme en constatant le grand danger que constitue pour la faible industrie hongroise l'union douanière avec l'Allemagne. L'industrie hongroise a peur d'être débordée par la puissante rivale allemande. Par contre dans les milieux agrariens hongrois l'idée d'une union douanière avec l'Allemagne est très sympathique, car la perspective de pouvoir écouler librement les produits agricoles sur le marché allemand fait entrer en scène toute la puissance des agrariens pour l'exécution du Mitteleuropa. La puissance des agrariens hongrois est cependant connue. C'est dans leur immense

appétit qu'il faut chercher même la cause du cataclysme actuel. Sous la pression des agrariens austro-hongrois éclata en 1906 la guerre douanière entre la Serbie et la Monarchie. Les entraves apportées ultérieurement au progrès de la Serbie sont dus à l'influence des agrariens hongrois, auxquels il faut ajouter aussi leurs collègues autrichiens. Le comte Tizsa, celui qui a rédigé l'ultimatum à la Serbie, est issu des milieux agrariens.

L'influence des agrariens hongrois se manifeste aussi dans la création du nouveau parti politique hongrois dont le président du Conseil Wekerlé est le chef. Ce nouveau parti s'inscrit à la tête de son programme la nécessité et le devoir de conclure l'union douanière avec l'Allemagne qui sera une arme défensive en même temps qu'offensive.

Les Impériaux avec le bienveillant concours de la Russie léninisée s'apprentent à réaliser leur formidable plan, jetant en même temps les germes de guerres futures. Le traité de paix avec l'Ukraine, stipulant que ce pays ne jouira pas, par rapport aux Impériaux, de la clause de la nation la plus favorisée, révéla devant tout le monde les véritables desseins germaniques. Et dire qu'il y a des politiciens sérieux qui comptent sur une séparation volontaire de l'Autriche d'avec l'Allemagne et qui basent sur cette rupture espérée leur politique de paix !

Effort financier et économique de la Serbie

en 1912-13 et jusqu'à la catastrophe de 1915

par Kosta STOYANOVITCH, ancien Ministre du Commerce serbe

La première partie de cet article sera consacrée aux dépenses nationales et à celles de l'Etat au cours des guerres de 1912-13.

La guerre avait commencé au mois de septembre 1912 et fut terminée vers la fin de 1913.

La Serbie est entrée en guerre avec une armée de 250.000 combattants au sens propre du mot, et de 350.000 non-combattants (services auxiliaires, etc.). On avait donc mobilisé 600.000 hommes, ce qui portait un double préjudice à l'économie du pays. Les frais d'entretien de cette armée, combattants et services auxiliaires, montaient à un million de francs par jour. Il en ressort que l'entretien de cette armée coûte proportionnellement deux fois plus qu'en temps de paix. Ces frais comprennent : amortissement nécessaire à l'entretien des armées, les munitions dépensées, l'entretien du bétail à l'usage de l'armée et les dépenses pour les autres services de l'administration d'Etat. Les dépenses annuelles d'ordre purement financier atteignent, d'après ce que nous venons de dire, la somme de 360.000.000 de francs.

Le second préjudice causé à l'économie du pays fut le déficit dans la main-d'œuvre nationale mobilisée par la guerre. Par la mobilisation de 600.000 hommes appartenant à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, aux métiers, etc., la production du pays avait diminué de deux cinquièmes. La production brute de la Serbie à la veille des guerres de 1912-13 a été évaluée à un milliard de francs environ ; pendant les deux premières guerres, elle était à peine de 600.000.000 de francs. Avec cette production, on devait donc nourrir l'armée du front et les services auxiliaires de l'arrière, ce qu'on avait d'ailleurs réussi avec les prêts et les fournitures de l'étranger, lesquels furent, tout de

suite après la guerre, liquidés partiellement par des emprunts.

Un pays essentiellement agricole supporte difficilement la guerre qui paralyse presque totalement l'économie nationale. La circulation dans l'intérieur et les échanges avec l'étranger commencent à diminuer, sinon à s'arrêter complètement. Les revenus de l'Etat provenant du travail, du sol et des impôts directs, tarissent tout à fait ; il ne reste que les impôts indirects sur les articles monopolisés qui rapportent à l'Etat. Les revenus des chemins de fer et des autres institutions économiques tarissent aussi. Notre budget qui fut de 130.000.000 de francs à la veille des guerres, ne put être couvert que pour la moitié en l'année de guerre 1912-13. L'exportation fut réduite à zéro ; l'importation avait doublé à cause de celle du matériel de guerre et aussi des matières alimentaires, lesquelles, par défaut des moyens de transport et d'administration, ne furent pas suffisantes pour répondre aux besoins de la guerre.

Le déficit dans l'économie du pays provenait du manque de main-d'œuvre aussi bien que du manque des bêtes de trait engagées dans la guerre et qui occupent la seconde place dans les richesses rurales de notre pays. La guerre faite dans de telles conditions, sans grands capitaux ni grandes réserves qui pourraient produire et fournir les ressources les plus importantes pour soutenir la guerre, est une ruine certaine pour les pays dans le genre du nôtre, surtout lorsqu'il s'agit d'une guerre d'une longue durée. Pour soutenir une guerre comme celle de 1912-13, les revenus d'une période de cinq à dix ans au moins sont nécessaires pour remettre le pays dans l'état où il se trouvait avant la guerre.

Les guerres de 1912-13 ont coûté, en comptant les pertes à 20 %, y compris les pertes résultant des épidémies, 120.000 hommes appartenant à nos meilleures forces. Si nous prenons pour critère des forces humaines la moitié de celui qui est adopté dans l'Europe occidentale, il en résulte que le capital national a subi une diminution matérielle de plus d'un milliard. Tous les frais de guerre ont été couverts par un emprunt de 250.000.000 de francs ; le même montant fut nécessaire pour les nouveaux équipements de l'armée. La perte financière totale fut par conséquent de 500.000.000 de francs. Le même déficit s'est produit dans la production nationale pendant la guerre : les pertes en bétail, dans le commerce, dans la circulation des biens, dans le pays et dans les relations du pays avec l'étranger.

C'est seulement pour l'année 1914 que la Serbie avait pris les mesures de réparations les plus nécessaires. On ne projetait pas d'innovations, on ne voulait que mettre en ordre ou réparer ce que la guerre avait déplacé ou ravagé ; ainsi les pensions pour les invalides, le rétablissement des forces économiques et militaires, la reconstitution des moyens de transport usés ou détruits. Dans les départements nouvellement acquis, nous n'avions entrepris que d'installer l'administration nécessaire. La seule innovation, outre les dépenses pour l'administration dans les nouveaux départements fut l'agrandissement de l'amortissement de nos dettes publiques qui avaient sensiblement augmenté à la suite des guerres. La condition, presque unique de notre rétablissement fut d'élargir notre territoire national et d'obtenir un accès sur les mers d'Égée ou Adriatique pour pouvoir se débarrasser ainsi d'une atmosphère étouffante et de la pression de l'Autriche-Hongrie qui entravait la vie nationale de la Serbie. Les initiatives privées, les réformes d'Etat, les concessions pour ranimer l'industrie, l'agriculture et le commerce furent prévues. Mais le temps fut trop court pour tout cela. La grande guerre actuelle n'a fait qu'alourdir le fardeau existant, et elle avait temporairement aboli la vie indépendante de la Serbie.

La période qui va de la fin des guerres de 1912-13 jusqu'au mois de juillet 1914, quand la Serbie se vit entraînée dans la guerre, ne fut pas même d'une année. Il est par conséquent clair que notre économie nationale ne pouvait pas se remettre, que les vides dans notre armée ne pouvaient être comblés, de même que les nouveaux départements ne purent répondre à ce qu'on aurait eu le droit d'attendre d'eux après une période de cinq à dix ans.

En entrant dans la grande guerre actuelle, la Serbie avait mobilisé 300.000 combattants et 400.000 pour les services auxiliaires.

Les chemins de fer, l'exportation, les moissons, tout fut arrêté par la guerre et par le fait que les contrées du Nord, la Save et le Danube, les plus fertiles de la Serbie, furent le théâtre des opérations militaires. Les services auxiliaires avaient atteint les contrées infécondes, de même qu'ils avaient pris les hommes des nouveaux départements, lesquels, en ce qui concerne les forces économiques, sont bien inférieurs à ceux de la Serbie du Nord. La production du pays a dû naturellement s'abaisser de deux tiers et même plus encore au cours de la guerre jusqu'à la catastrophe de 1915 et elle ne put plus se relever. La paralysie de toutes les forces économiques fut presque complète depuis la guerre européenne jusqu'à l'évacuation de 1915. Cela explique pourquoi nous avions des embarras dans le ravitaillement de l'armée et de la population, et pourquoi nous fûmes obligés d'importer la farine, le maïs, etc. de l'étranger. Ce n'est pas seulement le défaut des moyens de transport qui en fut la cause, d'ailleurs, bien que ce fut une des causes.

Si nous n'avions eu de secours de l'étranger, nous aurions fléchi déjà au mois de septembre 1914. Les revenus de l'Etat n'étaient pas même de cinq à six millions par mois, tandis

que les dépenses atteignaient, certains mois, quarante millions. Sans compter l'équipement de guerre et autres fournitures pour l'entretien de l'armée, nos emprunts que les Alliés accordèrent à différentes reprises ont dépassé jusqu'à 1915, un demi-milliard de francs.

Pendant cette période d'une année, notre économie nationale a accusé un déficit de 700.000.000 de francs. Le gain qu'a pu faire notre agriculture consistait en la vente de ses produits aux prix très élevés dans le pays et non pas à l'étranger. Sans compter les pertes sur le front, les morts, dont le nombre fut surtout élevé pendant les batailles de juillet jusqu'à la fin de l'année 1914, nous avions perdu un grand nombre d'habitants à la suite des épidémies qui ont anéanti 300.000 existences. Le calme, qui régnait sur le front serbe après les victoires de 1914 jusqu'en 1915, moment où nous fûmes attaqués par les Austro-Allemands et Bulgares, fut d'une trop courte durée pour permettre à la Serbie, défendant deux fronts, la Save et le Danube, de se rétablir si peu que ce fût après les batailles de 1914.

A la veille de la catastrophe de la Serbie, nos pertes en hommes et dans l'économie nationale furent très élevées. Notre effort avait atteint ses dernières limites, la Serbie n'était plus capable de faire front à des attaques plus faibles que ne le furent celles des Austro-Allemands et des Bulgares combinées. Bien que ce ne soit pas ici le lieu de chercher les causes de notre chute si brusquée, nous nous arrêtons, pour faire au moins un cours inventaire des ressources économiques et militaires que la Serbie avait laissées à l'ennemi en abandonnant le pays. Cela est nécessaire pour ceux qui veulent la paix sans annexions ni indemnités.

Une conférence du comte Voïnovitch

M. le comte L. de Voïnovitch a fait jeudi, 17 février, à Paris, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, dans la série organisée par M. le docteur Chervin : « La France devant les problèmes européens », une brillante conférence sur « les titres d'ancienneté du mouvement unitaire serbe ». M. de Voïnovitch est un historien qui possède admirablement l'histoire des Yougo-Slaves et particulièrement celle de son pays natal, la Dalmatie. En même temps que le livre, si actuel et si complet, dont on signalait l'autre jour l'apparition et qu'il a consacré à cette province, il vient de publier un ouvrage : « La Monarchie française dans l'Adriatique » (chez Blaud), qui montre la politique de nos rois pratiquant déjà, à l'égard des Slaves, celle qu'a affirmée Napoléon par la création du Royaume d'Illyrie. Il est opportun de rappeler cela en ce moment. Il n'y a rien de plus opportun que d'exposer, comme a su le faire M. de Voïnovitch, les titres historiques des peuples yougo-slaves à l'unité depuis leurs origines jusqu'à la guerre actuelle. Sa conférence, remarquablement vivante, pleine de rapprochement et d'aperçus ingénieux, a été écoutée avec un intérêt passionné et constamment applaudie.

P. Q.

PETITES NOUVELLES

Notre rédacteur en chef, M. le Dr Markovitch, étant parti pour Rome, le journal sera rédigé en son absence par M. Michel-D. Marincovitch, avocat de Belgrade, rédacteur à la « Serbie ».

Enfin M. Andonovitch a eu le grand mérite de dénoncer l'attitude récente de la Bulgarie vis-à-vis de la Macédoine. Ainsi le gouvernement bulgare, en 1897, sous le ministère de Stoïlof, s'était entendu avec l'Autriche-Hongrie, faisant bon marché des prétentions bulgares sur la Macédoine à l'ouest du Vardar, au prix d'éventuelles acquisitions territoriales en Serbie orientale, ce qui prouve excellemment que les Bulgares ont toujours considéré la Macédoine comme l'objet de trafic possible et de transactions politiques.

MICHEL.

La phalange germano-magyare contre les Slaves

Dans le « Pester Lloyd » du 2 février, le professeur Edouard von Wertheimer, bien connu pour ses études historiques et plus particulièrement par son ouvrage sur Andrassy et son temps, consacre un article à la littérature de guerre française qui s'occupe de la Hongrie.

Après avoir critiqué les livres suivants : Dubosc : « La Hongrie d'hier et de demain » ; Ernest Denis : « La question d'Autriche et les Slovaques » ; Arthur Chervin : « L'Autriche et la Hongrie de demain » ; Adrien Bertrand : « La Conquête de l'Autriche-Hongrie » ; Beck : « La responsabilité de la Hongrie » ; Pierre Bertrand : « L'Autriche et la grande guerre » ; et André Chéradame : « Le plan pan-germanique démasqué », il termine par la conclusion suivante :

« D'après tout ce qui vient d'être dit, il apparaît comme complètement superflu de rappeler les mots pleins de haine : « Les Magyars et les Autrichiens — par ceci il faut entendre les Allemands d'Autriche — doivent être séparés les uns des autres et affaiblis. » Ces paroles doivent nous

servir d'avertissement pour que les Magyars et les Allemands d'Autriche soient réunis intimement et sincèrement les uns aux autres afin d'imposer à leurs ennemis slaves une phalange inébranlable. La politique de Deak et d'Andrassy qui considéraient les Magyars et les Allemands d'Autriche comme constituant les deux éléments conservateurs de l'état de la monarchie, est encore tout aussi vraie que lorsque ces deux hommes d'Etat la formulaient. S'écarter de cette route ferait courir les plus grands dangers à la monarchie. »

LES VOILA !

SONNET

Le Droit avait d'abord enchaîné la Victoire
Mais le flot plus puissant de l'infâme agresseur
Eux la Force pour lui. Devant l'envahisseur
Les Serbes malheureux fuirent leur territoire.

La France vint trop tard ; mais ce cruel déboire
N'accabla point le roi qui, fier dans son malheur,
Partagea des soldats les périls, la douleur,
Espérant malgré tout un avenir de gloire.

Les Serbes recueillis, l'âme toujours vibrante,
Refirent sans tarder leur légion puissante,
Défiant à nouveau le moderne Attila.

Sous le regard ami de notre République,
Ils ont quitté Corfou pour gagner Salonique.
Aux Bulgares surpris, ils clament : « Nous voilà ! »

E. BEROUX.

TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

Les pertes serbes en artistes, savants et hommes de lettres

C'est la sixième année que la petite Serbie se trouve en guerre. Les pertes sont devenues presque légendaires et ont frappé tout le pays, toutes les classes sociales. Les intellectuels ont payé, eux aussi, leur tribut à la Patrie. Nous donnons ici une liste sommaire des artistes, hommes de lettres ou savants qui ont sacrifié leurs vies à la Patrie :

I. — ARTS ET LETTRES

- Nicolas Antoula, professeur, critique littéraire et collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik », capitaine de cavalerie (1917) ;
- Miodrag Békovitch-Sluka, artiste au Théâtre National de Belgrade (1915) ;
- Dragolyoub Boukvitch, instituteur, collaborateur à la « Mala Srbadiya », capitaine d'infanterie (1915) ;
- Yovan Varaguitch, étudiant, poète, collaborateur aux « Bossanska Vila » et « Srpski Knizevni Glasnik » (1915) ;
- Miloché Vidakovitch, étudiant, poète, collaborateur aux « Bossanska Vila » et « Srpski Knizevni Glasnik » (1915) ;
- Miodrag Vitkovitch, poète, collaborateur au « Délo », lieutenant d'infanterie (1915) ;
- Voukota Gagovitch, instituteur, poète, collaborateur à la « Bossanska Vila » (1916) ;
- Zarko Lazarévitch, poète et auteur dramatique, collaborateur au « Délo » et à la « Bossanska Vila », volontaire.

(A suivre).

Les Yougoslaves et la Conférence de Brest-Litovsk

Mémoire adressé par le Club yougoslave aux chefs des délégations allemande, austro-hongroise, russe et ukrainienne, à la Conférence de la paix

Nous trouvons dans le journal croate « l'Obzor », de Zagreb, du 3 février, un document d'une valeur internationale. Il s'agit du memorandum présenté par le club yougoslave du Parlement de Vienne aux chefs des délégations allemande, austro-hongroise, russe et ukrainienne, représentées à la Conférence de Brest-Litovsk.

La censure a interdit sa publication dans les journaux de la monarchie austro-hongroise. Voici la traduction textuelle de cette manifestation de la plus haute portée politique, faite si audacieusement par les Yougoslaves de la Monarchie habsbourgeoise en faveur de la constitution d'un Etat yougoslave indépendant et souverain.

Monsieur le Président.

« Le 9 novembre, l'assemblée des Soviets a accepté les principes qui doivent servir de base aux propositions de paix. Ces principes proclamés comme constituant une annexion et une acquisition par la violence, tout cas où un Etat quelconque retient par force dans son sein un peuple, tout cas où la reconnaissance du droit de plébiscite national est refusée à un peuple contre sa volonté, soit que celle-ci se trouve exprimée par la voie de la presse, dans les assemblées nationales, ou bien encore par la résistance ou le soulèvement contre l'oppressé... ainsi que tout cas où un peuple, se voit refuser le droit de se donner lui-même la forme de gouvernement politique qu'il désire. Le gouvernement russe a proclamé solennellement sa décision de ne signer la paix qu'aux conditions précédentes, également justes pour tous les peuples.

Ce gouvernement a en outre proposé que les représentants de toutes les nations et de tous les peuples qui ont été entraînés dans cette guerre et qui en souffrent, soient représentés aux négociations de paix.

Etant donné qu'en réponse à la circulaire télégraphique du Soviet des commissaires du peuple en date du 28 novembre 1917, le gouvernement austro-hongrois a déclaré adhérer aux principes du programme russe « d'une paix sans annexions et sans contributions avec la garantie du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes », les délégations yougoslaves de Vienne et de Zagreb, de même que les représentants des peuples tchèque et ukrainien et en présence du gouvernement commun austro-hongrois, ont déclaré solennellement le 3 décembre 1917 qu'elles tiennent à la réalisation pure et complète du droit de leurs peuples à disposer d'eux-mêmes, et qu'elles demandent pour cela des garanties suffisantes. A cette occasion, et plus tard à plusieurs reprises, elles ont revendiqué de la façon la plus catégorique la participation aux négociations de paix des représentants des peuples d'Autriche-Hongrie.

Malgré que ces revendications expriment le vœu de l'écrasante majorité des peuples, le gouvernement austro-hongrois non seulement a refusé catégoriquement la participation des représentants des peuples aux négociations de paix, mais encore il a déclaré de la façon la plus ferme qu'il n'était pas disposé à reconnaître aux peuples vivant dans les frontières de cet Etat, le droit de disposer d'eux-mêmes, sous prétexte que les constitutions existantes offrent à ceux-ci la certitude suffisante de pouvoir se développer librement aussi à l'avenir au sein de la monarchie.

En présence de ces faits et considérant qu'au cours des négociations de paix il sera décidé du sort et de l'existence de notre peuple, nous estimons comme notre devoir sacré d'exposer ouvertement notre point de vue à cet égard.

Depuis le sixième siècle, le peuple des Slovènes, des Croates et des Serbes (connus sous le nom commun de Yougoslaves) habite la région située au nord et à l'est de l'Adriatique. Subjugué successivement par la force des Turcs et des Germains et en partie aussi des Romains, ce peuple a, au cours de son esclavage séculaire, supporté de grandes souffrances. Lorsque les fractions de ce peuple ont pu conquérir la liberté de vivre en un Etat — et en tant qu'ils l'ont eue — la culture et la civilisation ont fleuri chez elles, tandis que sous les Turcs les fractions subjuguées ont été contraintes au servage ouvertement et sous le nom de « raïas »; sous les Germains, elles furent réduites à un rôle de serviteurs et de prolétaires, sous d'autres noms et sous des formes diverses. Malgré cette effroyable oppression une vive étincelle de l'idée de liberté et une tendance éternelle à une unification nationale purent se maintenir dans le peuple entier.

Le déclenchement de la guerre mondiale a apporté de nouvelles et dures épreuves à notre peuple émiétté dans diverses organisations étatiques.

Sous la terrifiante pression de l'organisation militaire fut exterminée la fleur de notre jeunesse, dont certaines parties se virent opposées les unes aux autres.

En même temps commença dans la Monarchie une dure persécution des Yougoslaves; des

dizaines de milliers de familles furent exterminées; des hommes, des femmes, des enfants furent assassinés avec ou sans jugement et leurs biens pillés et anéantis. Un nombre encore plus grand de Yougoslaves furent incarcérés et soumis à des tortures effroyables. D'autres milliers de personnes durent abandonner par force le sol natal... Des milliers de citoyens furent pris comme otages pour la sécurité de l'armée austro-hongroise; ils furent torturés et une partie de ceux-ci furent assassinés. Dans cette sanglante guerre civile faite contre un peuple privé de toute défense, le régime a su remporter une victoire facile. Nous avons le droit absolu d'affirmer que de tous les peuples, le peuple yougoslave a le plus lourdement souffert.

Lorsqu'éclata la révolution russe et qu'il sembla que l'aurore de la liberté se levait aussi pour les prolétaires parmi les peuples, notre peuple reprit courage et commença une lutte ouverte en faveur de son indépendance. Le 30 mai, le président du club yougoslave donna lecture au Parlement de Vienne d'une déclaration par laquelle on demandait l'union de toutes les régions de la Monarchie habitées par les Slovènes, les Croates et les Serbes en un Etat indépendant sous le sceptre des Habsbourg-Lorraine. Etat libre de toute domination d'un peuple étranger et basé sur des fondements démocratiques. Dans d'innombrables déclarations publiques, la volonté populaire s'est accordée, sans tenir compte des différences de partis et de classes, à revendiquer un Etat libre et indépendant. Malgré la résistance désespérée des peuples privilégiés allemand et magyar, malgré la pression inouïe de la censure et les menaces continuelles de prison et de famine, la volonté pure du peuple s'est fait jour avec éclat dans le public.

Ici, nous devons protester solennellement contre le fait que les soi-disant constitutions de la monarchie offrent aux peuples la possibilité d'un libre développement. Au contraire, ces constitutions garantissent aux deux peuples privilégiés les moyens de la force organisée de l'Etat pour opprimer et pour exploiter les peuples prolétaires. Le conseil d'Etat autrichien est composé de deux Chambres égales en droits. Les membres de l'une de ces Chambres sont nommés par le gouvernement. Aucune loi ne peut être sanctionnée sans le consentement de la Chambre des seigneurs. Le Parlement est élu, il est vrai, sur la base du suffrage universel, mais ce n'est qu'en apparence; les arrondissements électoraux sont composés de telle sorte que quarante-trois mille (43.000) Allemands, cinquante-cinq mille (55.000) Yougoslaves, soixante mille (60.000) Tchèques, cent cinq mille (105.000) Ukrainiens et les cent vingt mille (120.000) Slovènes de Carinthie, par exemple, ont droit à un mandat! C'est ainsi qu'artificiellement on transforme la majorité en une minorité. La réalisation de l'égalité des peuples de même que toute idée de modification constitutionnelle deviennent caduques par suite de la résistance du peuple constitutionnellement privilégié.

Dans cette monarchie, une autre partie de notre peuple est soumise à la constitution ungaro-croate. Cette constitution et la situation à laquelle elle a donné lieu sont réellement l'opprobre de la civilisation. Soixante pour cent (60 %) des peuples de la Hongrie sont des peuples non-magyars et ils ne possèdent que sept pour cent (7 %) des mandats, tandis que les Croates, par l'intermédiaire de la Diète croate, n'ont qu'une fiction d'autonomie.

La troisième partie de notre peuple, en Bosnie-Herzégovine, se trouve exposée à l'absolutisme pur et simple. En outre, les Yougoslaves sont en Autriche artificiellement disloqués en sept régions diverses, de sorte que dans la plupart des cas ils n'ont dans les Diètes que de petites minorités. Ainsi, par exemple, le tiers slovène de la Carinthie n'a à la Diète que deux représentants. Les Yougoslaves des provinces de Gorica et d'Istrie où ils constituent dans l'une les deux tiers de la population et dans l'autre les trois quarts, n'ont dans les Diètes que la minorité des mandats. Même en Carniole, où quatre-vingt dix huit pour cent (98 %) de la population appartiennent aux Slovènes, la constitution tant vantée par le comte Czernin est appliquée à la Diète de Carniole — qui n'a qu'une compétence limitée devant le parlement — d'une façon si habile que les cinquante-trois grands propriétaires allemands élisent le quart des représentants et jouissent, en outre, du droit de veto dans les questions les plus essentielles, notamment dans celle de la modification de l'administration provinciale. Affirmer que les constitutions de l'Autriche-Hongrie garantissent aux peuples leur libre développement, c'est se moquer vraiment du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Seules, des personnes qui comptent sur l'insuffisance d'informations d'autres partis

et qui veulent intentionnellement tromper l'adversaire, peuvent soutenir de telles affirmations.

A l'encontre de tout cela nous réitérons donc par le présent mémoire et de la manière la plus solennelle, à l'occasion des négociations de paix, notre revendication d'une garantie complète pour les peuples austro-hongrois du droit entier de disposer librement d'eux-mêmes.

Notre peuple dans le royaume de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie, auquel appartient encore virtuellement d'autres régions yougoslaves importantes, a déjà fait usage de son droit de disposer librement de lui-même lorsqu'il a élu pour la première fois son roi dans la maison des Habsbourg (1527), de même qu'à l'occasion de la Sanction Pragmatique de 1712. Alors encore il a posé ses conditions pour la sauvegarde de son indépendance, conditions qui furent acceptées explicitement par le second contractant.

Malgré l'oppression complète subie pendant les siècles du gouvernement commun germano-magyar et malgré la spoliation de ses droits affirmés dans des parchemins, notre peuple n'a cependant jamais renoncé à son indépendance, de sorte que même en se plaçant au point de vue historique et légal, il a le droit complet de demander à disposer librement de lui-même.

En résumé, notre programme est le suivant: 1°) paix immédiate générale et démocratique, désarmement complet, garantie et assurance internationale du libre développement de tous les peuples grands et petits.

2°) reconnaissance et assurance parfaite du droit complet et librement pratiqué des peuples à disposer d'eux-mêmes, surtout dans la question de savoir s'il veulent un Etat libre et sous quelle forme celui-ci doit être constitué.

3°) Nous ne demandons pour notre Etat rien de ce qui appartient à un autre peuple et qui ne nous appartient pas; nous demandons seulement pour notre Etat le territoire habité en masses compactes et sans solution de continuité par le peuple des Serbes, des Croates et des Slovènes.

4°) La mer, surtout la mer Adriatique, doit être libre. Au cas où le trafic par les ports situés au nord de la mer Adriatique et se trouvant dans les territoires habités en masses compactes par notre peuple seraient d'une grande utilité pour le développement économique des peuples lointains, nous serions prêts à conclure avec ceux-ci des traités qui leur garantiraient le libre trafic commercial par les ports.

La paix qui voudrait sanctionner la situation actuelle ne constituerait pas une paix pour les peuples de cette monarchie. Une telle paix serait le commencement d'une lutte à la vie et à la mort des Slaves austro-hongrois et constituerait un obstacle insurmontable pour le développement social des peuples en question. En même temps, la paix internationale serait constamment menacée par une telle situation. Peut-on imaginer que l'organisation internationale de la paix puisse garantir une situation moralement intenable? Tous les traités de paix du monde qui ont poursuivi le but de protéger la force brutale ont été rapidement déchirés par leur propre immoralité.

Bien que pendant ces négociations de paix à Brest-Litovsk les représentants officiels de la monarchie infirment les revendications de la majorité des peuples austro-hongrois, et que la voix des prolétaires parmi les peuples ne semble trouver de même chez les autres participants une compréhension toute particulière, nous espérons quand même que le monde verra que la paix mondiale démocratique vers laquelle on tend est une impossibilité si la situation actuelle de la monarchie austro-hongroise est maintenue, situation qui porte en elle-même les germes de nouveaux conflits. C'est pour cela que cet état de choses, qui n'est qu'une apparence de démocratie et qui menace constamment les voisins impose déjà à présent l'application conséquente des grands principes de liberté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non seulement de l'autre côté de l'ancienne frontière de l'Etat russe, mais également de ce côté-ci.

En effet, nous constatons avec une profonde satisfaction, que le récent développement des négociations de paix à Brest-Litovsk, confirme le bien fondé et le caractère irrévocable de nos revendications. On voit que le sort de nombreux peuples qui ont souffert pendant la guerre ne sera pas décidé exclusivement par les diplomates des anciennes grandes puissances mais seulement en commun avec les représentants des peuples qui y sont invités. Le peuple ukrainien a apparu sur la scène; on reconnaît en principe le droit pour les Lithuaniens et les Courlandais de participer aux négociations et le 17 du mois courant, on informait officiellement que la monarchie avait

réussi à établir un accord avec les Ukrainiens, que les deux parties étaient prêtes à entrer dans un état de paix qui garantirait le développement des rapports amicaux durables, et que, sur la base d'une parfaite réciprocité, ils discuteraient les diverses questions politiques culturelles qui les intéressent. Comme exemple de tout cela, le comte Czernin a cité la discussion sur la façon de garantir le sort des minorités polonaises qui reviendront au nouvel Etat ukrainien.

Nous voyons donc que sous ce voile la chimère de la « non ingérence » se trouve entamée.

C'est pour cela que nous proposons avec la plus grande insistance de laisser participer aussi les représentants élus des peuples austro-hongrois aux négociations de paix et notamment ceux des Yougoslaves afin d'arriver à un accord sur le droit illimité, garanti et appliqué en toute liberté des peuples de l'Autriche-Hongrie à disposer d'eux-mêmes.

Vienne, le 31 janvier 1918.

Pour le Club Yougoslave
(signé) : Dr. Korosec.

La Bulgarie et ses buts de guerre

Dans notre dernier numéro, nous avons donné un compte rendu d'une séance du Sobranié bulgare où l'on parlait des buts de guerre de la Bulgarie. On y voit que M. Radoslavoff ne se propose rien de moins que de réduire la Serbie au tiers de son territoire en réservant les deux autres tiers à la Bulgarie — et tout cela sous prétexte d'achever l'unité du peuple bulgare, unité chimérique et ridicule. Étant donné que la Bulgarie, en s'emparant de la Roumélie orientale, en 1885, et de la Thrace, en 1913, avait non seulement parachevé son unité nationale, mais elle avait dépassé de beaucoup ses limites ethnographiques, vu qu'en Thrace et en Roumélie orientale les Bulgares ne sont qu'en infime minorité.

Ici nous ne voulons pas nous occuper de ces convoitises d'hégémonie, nous nous bornerons simplement à constater une fois de plus la duplicité bulgare, qui nous serait parfaitement indifférente si, malheureusement, quelques politiciens du monde allié ne s'y laissaient prendre.

Toutes les fois que le baromètre germanique marque une baisse, les Bulgares se mettent à feindre d'être contre la politique germanophile du roi Ferdinand. Dans ce but ils n'oublient rien à mettre en branle pour produire l'effet désiré. L'« opposition » surtout, commence à fonctionner conformément aux instructions données d'en haut. Et les naïfs se laissent duper au point de plaindre ce pauvre peuple bulgare, auquel on ne laisse pas suivre une politique que lui dicteraient ses « vrais » sentiments!

Mais dès que ce même baromètre remonte, il ne tarde pas de produire immanquablement son effet attractif sur les Bulgares. Ainsi les succès que les Bolcheviks viennent de faire obtenir aux Allemands, ont trouvé leur contre-coup au Sobranié bulgare. Les chefs de l'« opposition » ont eu, avant la séance officielle du Sobranié, un entretien prolongé avec le président Radoslavoff, qui leur avait distribué les rôles à jouer dans la séance officielle où on allait jouer la discussion sur les buts de guerre. Pastouhoff, socialiste, Malinoff, démocrate, Théodoroff, du parti populaire, Blagoeff, socialiste marxiste — tous ces chefs des partis d'« opposition » se sont mis d'accord pour appuyer la politique germanophile du gouvernement. Mais en attendant que les préparatifs allemands sur le front occidental aboutissent à un second Verdun, les Alliés doivent franchement abandonner toute idée de séparer les Bulgares de leurs maîtres, car le seul moyen de les séparer, c'est de battre ces derniers.

M. T.

Le vice-consul d'Autriche arrêté

Suivant « La Suisse », le vice-consul d'Autriche-Hongrie Jules Ledinegg, qui avait été arrêté pour espionnage, a été mis en liberté sur l'ordre formel du Département fédéral de justice et police; et peu après, la caution de quinze cents francs qu'il avait versée lui a été restituée.

Les faits d'espionnage reprochés à Ledinegg étaient cependant établis de la façon la plus péremptoire. Lorsqu'il a été arrêté, Ledinegg était en négociations avec un fonctionnaire d'une administration fédérale qui devait le présenter à un ami travaillant en France.